

**Royaume-Uni - Iran - Brexit - Lutte  
contre le terrorisme - Conférence de  
presse de M. Jean-Yves Le Drian,  
ministre de l'Europe et des affaires  
étrangères**

(Londres, 14 mai 2018)

Merci Boris de ton accueil. Comme vous vous en êtes rendu compte, nous nous voyons très souvent. Et cette semaine, nous nous voyons aujourd'hui lundi, demain à Bruxelles pour parler de l'Iran, et nous nous voyons de nouveau vendredi pour parler de notre partenariat sur la lutte contre l'impunité chimique. Nous nous voyons très souvent et sur les sujets centraux de la sécurité du monde.

La dernière fois que je suis venu pour une rencontre bilatérale, c'était au mois de juin l'année dernière. Nous nous voyons souvent, partout. Aussi en accompagnement du président de la République, mais quand je suis venu ici à Londres pour une réunion bilatérale directe avec toi, c'était en juin, et c'était essentiellement en raison des attentats.

Tu te souviens ? C'était d'ailleurs notre première rencontre, et malheureusement, il y a eu ces attentats, cet attentat de nouveau hier en France. Je voulais te remercier pour tes condoléances. Cela marque aussi la nécessité de continuer le combat contre le terrorisme et pour la sécurité, sujets sur lesquels nous sommes totalement en phase.

Alors, nous avons pu évoquer ensemble tous les sujets que tu as rappelés, que ce soit notre position à l'égard de l'Iran et la nécessité de maintenir le JCPoA et l'accord de Vienne, parce que c'est le meilleur moyen et le seul moyen de se prémunir des risques de prolifération. Nous avons aussi été totalement en phase sur l'appréciation de la situation en Syrie, sur l'appréciation de la situation en Libye, au Yémen. Bref, nos discussions sont à la fois empreintes d'une grande confiance mutuelle - personnelle même on peut dire... - et en même temps, soucieuses de l'intérêt de la sécurité de nos deux pays, de l'intérêt de la sécurité du monde. Et, sur une très grande majorité des sujets, nous avons une position commune, ce qui permet d'échanger avec une grande sérénité.

Voilà ce que je voulais dire. Enfin, je suis très heureux d'être là. D'être là surtout ici, dans ce lieu, Carlton Gardens, où il y a les mémoires de l'histoire de la relation entre la France et le Royaume-Uni, particulièrement avec le général de Gaulle.

Q - Can I ask first about Iran? What are you prepare to do to save the Iran nuclear deal? What are you going to do to protect British and French firms from US sanctions? What are the proposals you are going to bring forward for Foreign Minister Zarif in Brussels tomorrow? For example are you prepare to contemplate legal actions at a EU level? Are you prepare even to contemplate counter sanctions against the United States?

R - Nous avons regretté cette décision américaine, nous l'avons dit. Nous restons dans l'accord. Nous l'avons dit, nous le confirmons. Ce n'est pas parce que les Etats-Unis quittent un accord international que l'accord international est caduc. Nous restons dans l'accord et nous voulons le faire vivre. Tant que l'Iran le respecte - aujourd'hui, comme le disait Boris tout de suite, l'Iran le respecte -, nous restons dans cet accord et nous entendons faire en sorte que, à la fois, nos entreprises soient protégées contre des sanctions américaines et, à la fois, que l'Iran puisse bénéficier des dividendes de cet accord. Parce que cet accord, c'est un accord gagnant-gagnant, donnant-donnant. En échange du renoncement nucléaire, il y a les dividendes économiques. Et donc, nous allons reparler de cela demain avec notre collègue Zarif. En tout cas, notre position est commune, et elle est unie avec la position allemande. Ce qui ne nous empêche pas de parler avec les Etats-Unis d'Amérique pour leur dire quelle est notre position, comment nous voyons l'avenir, avec le délai qui nous incombe, puisqu'il y a un délai entre 3 et 6 mois sur la mise en place des sanctions.

Q - Final question, Monsieur le Ministre, 23 months on, the referendum, the British government is still making up its mind about its negotiating position. What does France think about it ?

R - Les choses sont très simples pour moi. D'abord, je ne suis pas membre du gouvernement britannique, donc je ne vais pas répondre aux considérations que vous avez évoquées tout à l'heure. Deuxièmement, il y a un mandat de négociations, un mandat des 27. La France fait partie des 27. Ce mandat, il est assumé par un négociateur, qui est Michel Barnier. Ce mandat de négociation a produit déjà des effets positifs, mais nous ne sommes pas encore au bout, et le temps vient de décider. Il me paraît essentiel que, au Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement de juin, des avancées majeures puissent être accomplies. Il y a eu un accord, le principe de l'accord sur le retrait, mais il n'est pas complètement achevé, il faut maintenant passer aux décisions définitives. Les responsabilités en incombent à la partie britannique, qui connaît la proposition et le mandat de négociations de Michel Barnier.

Q - Pour revenir sur l'Iran, quel est votre état d'esprit à tous les deux avant cette importante réunion de demain ? Êtes-vous positifs sur la possibilité de garder cet accord ? Est-ce qu'il va falloir, recréer un nouvel accord ?

Deuxième question sur les commentaires du président tchétchène sur l'attaque, sur l'assaillant de ce week-end disant que la responsabilité en incombait à la France, qu'est-ce que vous avez à répondre ?

R - Sur le premier point, je pense que notre position est une position de détermination, d'unité. Et de volonté de faire vivre cet accord, qui a nécessité 12 ans de négociations. Qui est un accord qui engage la signature de nos Etats, et qui est un accord qui permet d'éviter la spirale de la prolifération. Donc il faut le faire vivre, et nous allons nous mobiliser de manière très forte, et dans l'unité, pour le faire vivre.

Sur le président Kadyrov, nous n'avons pas de leçon à recevoir d'un dictateur, qui ne respecte pas le début du commencement de l'Etat de droit dans son propre pays. Et qui, par ailleurs, sait

très bien qu'il y a des milliers de Tchétchènes qui combattent au côté des membres de Daech, qui ont combattu ou qui combattent. Donc cette posture nous est franchement insupportable./.